Commission des transports du Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS
2016-2017

Questions générales

Avril 2016

Transports, Mobilité durable et Électrification des transports
Québec

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

MINISTÈRE DES TRANSPORTS, DE LA MOBILITÉ DURABLE ET DE L'ÉLECTRIFICATION DES TRANSPORTS

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR LES DEUX PARTIS D'OPPOSITION

QUESTIONS OFFICIELLES

1. Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2015-2016 :

   a) Les endroits et dates du départ et du retour;
   b) copie des programmes et rapports de mission;
   c) les personnes rencontrées;
   d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.);
   e) les noms des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre), regroupés par mission;
   f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
   g) la liste des ententes signées et/ou annoncées, le cas échéant :
      - les détails de ces ententes;
      - les résultats obtenus à ce jour;
      - les investissements annoncés, le cas échéant ainsi que le nombre d'emplois estimé.
   h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé;
   i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.

2. Pour chaque voyage fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels et des dirigeants d'organismes pour 2015-2016 :

   a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
   b) les coûts ventilés;
   c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
   d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

3. Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet) en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

   a) la ventilation des sommes dépensées pour 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017;
   b) les noms des firmes de publicité;
   c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
   d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie;
   e) le but visé par chaque dépense;
   f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
   g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

4. Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.)

Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel :

a) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événement;
b) Le but visé par chaque dépense;
c) Le nombre total d'événements ventilé par type d'événements.

Par une firme externe :

d) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événement;
e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité
f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation, contrat négocié, avenants);
g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.
h) Le but visé par chaque dépense;
i) Le nombre total d'événements ventilé par type d'événements;

5. La liste des dépenses en formation de communication :

Organisées par le ministère ou l'organisme :

a) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événement;
b) le but recherché par chaque dépense;
c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Organisés par une firme externe :

d) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événement;
e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
g) la liste et les noms des fournisseurs ou des consultants s'il y a lieu;
h) le but visé par chaque dépense;
i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

6. La liste des dépenses en formation de communication organisées par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :

a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017;
b) le but visé par chaque dépense;
c) la nature de la formation;
d) les personnes concernées.

7. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par le ministère (y compris le cabinet ministériel) ou un organisme en 2015-2016 en indiquant, pour chaque contrat :

a) le nom du professionnel ou de la firme;
b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
d) la date d'octroi du contrat;
e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
f) l'échéancier;
g) dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

8. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2015-2016 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par la sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics en indiquant :

   Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication.

   a) Le nombre d'autorisations;
   b) Le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
   c) Le nom de tous les sous-traitants associés au contrat faisant l'objet de cet octroi;
   d) Le montant accordé;
   e) Les motifs de la demande;
   f) Tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

9. Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

   a) la liste des soumissions et le montant de chacune des soumissions;
   b) la grille d'évaluation des soumissions;
   c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
   d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
   e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

10. Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2015-2016 en indiquant pour chaque contrat :

    a) le nom du professionnel ou de la firme;
    b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, le mandat et le résultat (rapport ou document final);
    c) le coût;
    d) L'échéancier;
    e) dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

11. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016 :

    a) Liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement ;
    b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale) ;
    c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants ;
    d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé ;
    e) une description de son mandat ;
    f) la date de début de son contrat ;
    g) la date prévue de fin de son contrat ;
    h) sa rémunération annuelle.

12. Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 $ initié depuis l'année financière 2004-2005, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

a) le nom du projet;
b) la nature du projet;
c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
g) l'estimation des coûts restant à débourser pour compléter la réalisation du projet;
h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet (incluant les sous-traitants), les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
k) le nombre de consultants externes intégrés ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère;
l) la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;
m) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la *Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.*

13. Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, la direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2015-2016 (et ventilation pour chaque mois) de chacune des dépenses suivantes :

a) la photocopie;
b) le mobilier de bureau;
c) l'ameublement;
d) la décoration et l'embellissement;
e) les distributeurs d'eau de source;
f) le remboursement des frais de transport;
g) le remboursement des frais d'hébergement;
h) le remboursement des frais de repas;
i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
   - au Québec;
   - à l'extérieur du Québec.

14. Séparément, pour le cabinet ministériel, la direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2015-2016 (et la ventilation pour chaque mois) de chaque dépense reliée à la téléphonie :

a) le nombre de téléphones cellulaires, « Blackberry », IPhone ou autres types de téléphones intelligents utilisés;
b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);
c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;
d) les coûts d'acquisition des appareils;
e) le coût d'utilisation des appareils;
f) le coût des contrats téléphoniques;
g) le nom des fournisseurs;
h) le nombre de minutes utilisées;
i) les ordinateurs portables;
j) Le nombre d'ordinateurs portables utilisés;
k) Le coût des frais d'itinérance;
l) Les coûts de résiliation, s'il y a lieu.

15. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour pour les réseaux de la Santé et des services sociaux et le réseau de l'éducation) :

A) Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) 35 ans et plus;

B) Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) 35 ans et moins;

C) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;

D) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée par catégorie d'emploi;

E) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) De plus, le coût moyen par employé, selon la classe de travail;

F) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;

G) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée par catégorie d'emploi;

H) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;

I) le nombre de personnes et la répartition par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) du personnel qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation;

J) l'évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, etc. et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);

K) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;

L) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;

M) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);

N) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;

O) le nombre d'employés permanents et temporaires;

P) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.

16. Pour chaque ministère et organisme, et ce, par direction :

a) nombre de départs à la retraite en 2014-2015 et en 2015-2016 incluant le total et la ventilation des indemnités versées;
b) nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
c) nombre de départs à la retraite prévu pour 2016-2017 et 2017-2018 ainsi que les indemnités de retraite qui seront versées ;
d) nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats;

17. La liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2015-2016 en indiquant pour chacun d'eux :

a) l'emplacement de la location;
b) la superficie totale pour chaque local loué;
c) la superficie totale réellement occupée;
d) la superficie inoccupée;
e) le coût de location au mètre carré;
f) le coût total de ladite location;
g) les coûts d'aménagement ou de rénovation réalisés depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
h) la durée du bail;
i) Le propriétaire de l'espace loué;
j) Le nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

18. Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts pour 2015-2016 du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :

a) La ou les dates des travaux ;
b) Les coûts ;
c) Le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

19. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2015-2016 en indiquant pour chaque individu :

a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
b) le titre de la fonction;
c) l'adresse du port d'attache;
d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
e) la prime de départ versée, le cas échéant;
f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
h) la description de tâches;
i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2015-2016;
j) le nombre total d'employés au cabinet;
k) La masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2014-2015 et 2015-2016;
l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée;
m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.*

20. Liste des sommes d'argent versées en 2015-2016 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme en indiquant :

a) le nom de l'organisme ou de la personne concernée;
b) la circonscription électorale;
c) le montant attribué;
d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

21. Liste du personnel hors structure par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) rémunéré par le ministère mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

a) le nom de la personne;
b) le poste occupé;
c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
e) la date de l'assignation hors structure;
f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

22. Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

a) le poste initial;
b) le salaire;
c) le poste actuel, s'il y a lieu;
d) la date de la mise en disponibilité;
e) les prévisions pour 2016-2017.

23. Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc. fournir pour 2015-2016 le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé en ventilant :

a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaire, etc.) ;
b) par catégorie d'âge ;
c) prévisions pour 2016-2017.

24. Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres en indiquant :

a) le nom de la personne;
b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
d) l'assignation initiale;
e) l'assignation actuelle;
f) la date de l'assignation hors structure;
g) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

25. Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur internet (Euréka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2015-2016 en précisant pour chaque abonnement :

a) coût de chacun;
b) le fournisseur;
c) la nature du service;

26. Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

27. Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir et ce, depuis l'existence du site :

a) le nom du site web;
b) le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site;
c) les coûts de construction du site;
d) les coûts d'hébergement, de l'entretien et de la mise à jour;
e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites;
g) la fréquence moyenne de mise à jour;
h) le responsable du contenu sur le site.

28. Nominations, depuis le 1er avril 2015, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :

a) la liste;
b) le nom de la personne;
c) les mandats de chacune de ces personnes;
d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat;
e) le résultat du travail effectué;
f) les échéances prévues;
g) les sommes impliquées.

29. Pour 2015-2016, les dépenses effectuées par ministère pour les visites ou rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.

30. Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2014-2015 et 2015-2016 :

a) Les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
b) Le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
c) Le nombre total de demandes reçues;
d) Le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);
e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.

31. La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres en 2015-2016 :

a) le coût (déplacements, etc.);
b) le nombre de ressources affectées;
c) le nombre de rencontres;
d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
e) l'objet;
f) les dates.

32. Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

33. La liste des ententes et leur nature, signées en 2015-2016 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral et/ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

34. Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017.

35. Tel que prévu dans la *Politique de financement des services publics* :

a) l'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens;
b) les tarifs qu'ils exigent;
c) le coût unitaire de chacun de ceux-ci;
d) la liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2016-2017.

36. Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017.

37. Pour chaque ministère et organisme, les sommes reçues en 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 et 2017-2018 en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chacun des programmes, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

38. Pour chaque ministère et organisme, (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour 2015-2016 en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) le montant total des primes au rendement et des bonis.

39. Pour chaque ministère et organisme, (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour 2015-2016 en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

40. Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2015-2016 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

41. En 2015-2016, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, dont les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée ? Pour chaque personne :

    a) Fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions pour chaque personne;
    b) Fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.

42. En 2015-2016, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leur fonction à la suite du changement de gouvernement ?

    a) Fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions pour chaque personne;
    b) Fournir la liste des salaires versés.

43. La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

44. Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.

45. Coûts de reconduction des programmes existants :

    a) liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2015-2016 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2016-2017;

    b) Pour chacun de ces programmes existants en 2015-2016, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2016-2017, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

46. Liste des situations en 2015-2016 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2014-2015.

47. Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

48. Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés au Plan Nord en 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.

49. Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.

50. Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.

51. Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.

52. Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.

53. Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.

54. Liste des aides financières accordés en vertu de programme financés par le Fonds du Plan Nord.

55. Portrait global et montant global de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2015-2016 qui ont fait l'objet de coûts additionnels sans être autorisés directement par les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes publics, mais plutôt à la suite d'une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information en faisant la distinction entre les coûts additionnels autorisés par le dirigeant de l'organisme et les coûts additionnels autorisés à la suite d'une délégation de pouvoir.

Fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié en indiquant :

a) Le nombre d'autorisations;
b) Le nom du professionnel ou de la firme touchée;
c) Le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;
d) Le montant accordé;
e) Le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;
f) Les motifs de la demande;
g) Tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Indiquer si oui ou non les ministères ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par les biais de son site internet ou autre moyen de communication.

56. Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2012-2013, 2013-2014, 2014-2014 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 :

a) La dépense totale (opération et capital);
b) Les grands dossiers en cours;
c) Le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
d) Le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

57. <u>57 a) :</u>

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016 le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale;

<u>57 b) :</u>

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016 le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : les indemnités de retraite s'il y a lieu.

58. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016 en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme;

59. Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du Conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre :

a) du Plan de réduction des effectifs pour les ministères et les organismes visant une réduction d'au minimum 2% de leur niveau d'effectifs;
b) du chantier sur la révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État;
c) d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération;
d) de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels.

Fournir les prévisions pour 2016-2017.

60. Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées ou amorcées en 2015-2016 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.

61. Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc. produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2014-2015 et en 2015-2016 en indiquant pour chacun :

a) le sujet;
b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé;
c) les coûts reliés à sa réalisation;
d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu;
e) préciser pour chacun s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

62. Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, pour les années 2014-2015 et 2015-2016, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant:

a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 1

Titre

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2015-2016 :

a) Les endroits et dates du départ et du retour;
b) copie des programmes et rapports de mission;
c) les personnes rencontrées;
d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, etc.);
e) les noms des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre), regroupés par mission;
f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
g) la liste des ententes signées et/ou annoncées, le cas échéant :
   - les détails de ces ententes;
   - les résultats obtenus à ce jour;
   - les investissements annoncés, le cas échéant ainsi que le nombre d'emplois estimé.
h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé;
i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Sans objet

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (**art. 4 paragraphe 18).**

SOURCE: CTQ – Direction des ressources humaines, financières et matérielles

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 2

Titre

Pour chaque voyage fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels et des dirigeants d'organismes pour 2015-2016 :

a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
b) les coûts ventilés;
c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Aucun voyage

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (**art. 4 paragraphe 18).**

SOURCE: CTQ – Direction des ressources humaines, financières et matérielles

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 3

Titre

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet) en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

a) la ventilation des sommes dépensées pour 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017;
b) les noms des firmes de publicité;
c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie;
e) le but visé par chaque dépense;
f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Aucune dépense

Pour les contrats de plus de 25 000$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels. (**art. 4 paragraphe 24).**

SOURCE: CTQ - Direction du développement stratégique et des communications

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 4

Titre

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.)

Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel :

a) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événement;
b) Le but visé par chaque dépense;
c) Le nombre total d'événements ventilé par type d'événements.

Par une firme externe :

d) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événement;
e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité
f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation, contrat négocié, avenants);
g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.
h) Le but visé par chaque dépense;
i) Le nombre total d'événements ventilé par type d'événements.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Aucun événement de ce type n'a été organisé en 2015-2016 et aucun n'est prévu en 2016-2017.

SOURCE: CTQ – Direction du développement stratégique et des communications

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 5

Titre

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisées par le ministère ou l'organisme :

a) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événement;
b) le but recherché par chaque dépense;
c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Organisés par une firme externe :

d) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événement;
e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
g) la liste et les noms des fournisseurs ou des consultants s'il y a lieu;
h) le but visé par chaque dépense;
i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Aucune dépense

SOURCE: CTQ – Direction des ressources humaines, financières et matérielles

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 6

Titre

La liste des dépenses en formation de communication organisées par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :

a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017;
b) le but visé par chaque dépense;
c) la nature de la formation;
d) les personnes concernées.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Sans objet

SOURCE: CTQ – Direction des ressources humaines, financières et matérielles

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 7

Titre

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par le ministère (y compris le cabinet ministériel) ou un organisme en 2015-2016 en indiquant, pour chaque contrat :

a) le nom du professionnel ou de la firme;
b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
d) la date d'octroi du contrat;
e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
f) l'échéancier;
g) dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Voir la liste jointe en regard des contrats inférieurs à 25 000 $

Pour les contrats de plus de 25 000$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : https://seao.ca/.

Les seuils réglementaires d'appels d'offres publics sont respectivement de 100 000 $ pour les contrats de services professionnels et les contrats de nature technique et de 25 000 $ pour les contrats d'approvisionnement.

SOURCE: CTQ – Direction des ressources humaines, financières et matérielles

Question générale no 7
CONTRATS DE 1 000 $ à 24 999,99 $ OCTROYÉS PAR LA COMMISSION DES TRANSPORTS DU QUÉBEC
ENTRE LE 1er AVRIL 2015 ET LE 31 MARS 2016

Fournisseur	Objet	Montant	Mode d'octroi
Acti-Com	Formation "La rédaction de rapports d'inspection"	1 800,00 $	Gré à gré
Adobe Systems Canada	Renouvellement du programme de maintenance et support annuel Reader Extension	5 230,90 $	Gré à gré
ADT Canada inc.	Service de surveillance - Québec	2 159,65 $	Gré à gré
Bourcheix, Dominique F	Formation "Médiation en civil, commercial et travail"	1 500,00 $	Gré à gré
C.E.R.I.M. inc.	Programme d'aide aux employés	2 170,00 $	Gré à gré
Cogitexte inc.	Service de traduction	5 900,00 $	Appel d'offres sur invitation
Conseillers en gestion et informatique CGI inc.	Impressions personnalisées pour le Registre des propriétaires et exploitants de véhicules lourds - Avril 2015	3 354,61 $	Gré à gré
Druide Informatique inc.	Acquisition mise à niveau Antidote 8 pour 115 postes (licence mutiposte)	4 715,00 $	Gré à gré
Éditions Yvon Blais	Frais annuels services en ligne	1 643,00 $	Gré à gré
Étiquette & ruban adhésif Commerce inc.	Impression de 30 000 vignettes de validation de taximètre	1 529,90 $	Gré à gré
Étiquette & ruban adhésif Commerce inc.	Impression de 5000 vignettes "Terminal de croisière"	1 565,00 $	Gré à gré
Étiquette & ruban adhésif Commerce inc.	Impression de 4500 vignettes taximètre	2 325,00 $	Gré à gré
FFA Expertise	Expertise médicale	1 675,00 $	Gré à gré
Fonds de Solidarité FTQ	Service d'entretien et de nettoyage - Montréal	2 078,60 $	Gré à gré
Gagnon Sénéchal Coulombe inc.	Service de huissiers - Québec	1 200,00 $	Gré à gré
Gestion Immobilière Devcorp inc.	Réaménagement de la réception, services de nettoyage et d'entretien - Québec	8 875,00 $	Gré à gré

Question générale no 7
CONTRATS DE 1 000 $ à 24 999,99 $ OCTROYÉS PAR LA COMMISSION DES TRANSPORTS DU QUÉBEC
ENTRE LE 1er AVRIL 2015 ET LE 31 MARS 2016

Fournisseur	Objet	Montant	Mode d'octroi
Global Payments Direct inc.	Location de terminaux pour carte de crédit / débit	1 152,00 $	Gré à gré
Groupe Conseil Integrim inc., Le	Installation du logiciel Kofax dans un environnement de test	1 050,00 $	Gré à gré
Groupe Conseil Integrim inc., Le	Renouvellement de la maintenance et du support - Logiciel de numérisation Kofax	5 700,13 $	Gré à gré
Groupe Magnitude inc.	Impression de 20 000 formulaires "Certificat de vérification du taximètre"	1 629,61 $	Appel d'offres sur invitation
IBM Canada limitée	Forfait de services techniques pour installation et configuration des 10 nouveaux commutateurs	2 012,50 $	Gré à gré
Insight Canada inc.	Renouvellement du programme de maintenance et de support annuel pour le logiciel de filtrage des accès "Websense"	5 430,60 $	Appel d'offres sur invitation
Insight Canada inc.	Mise à niveau Backup-Exec Veritas	2 141,67 $	Appel d'offres sur invitation
Metafore Technologies Inc.	Acquisition de deux licences Windows Serveur 2012	11 414,30 $	Appel d'offres sur invitation
Micro Logic Sainte-Foy ltée	Acquisition de quatre disques 600Go Dell 15K SAS 6G 2.5" HS	4 064,54 $	Appel d'offres sur invitation
Micro Logic Sainte-Foy ltée	Acquisition de deux cartes réseaux 10 GO de type optique	2 211,00 $	Appel d'offres sur invitation
Micro Logic Sainte-Foy ltée	Banque de 35 heures consultation externe migration serveur Microsoft Exchange	4 725,00 $	Appel d'offres sur invitation
Mirazed inc.	Impression de 900 décalques pour portière de camion	1 895,85 $	Gré à gré
Oracle Canada ULC	Renouvellement du programme de maintenance et de support annuel pour un équipement de prises de copie de sécurité	2 463,55 $	Gré à gré
Paquette & associés, huissiers de Justice S.E.N.C.R.L.	Service de huissiers - Montréal	16 000,00 $	Gré à gré
Securflex inc.	Acquisition de 40 000 sceaux pour taximètre	10 800,00 $	Gré à gré
Shred-it International ULC	Destruction de documents - Montréal	3 137,50 $	Gré à gré
Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ)	Abonnement annuel - Express	1 325,00 $	Gré à gré
Solutions informatiques Inso inc.	Renouvellement du programme de maintenance et de support annuel pour le logiciel d'antivirus Symantec	6 939,00 $	Appel d'offres sur invitation
Solutions LNB inc.	Renouvellement du programme de maintenance et de support annuel pour la plate-forme de télécopie Xmedius	3 496,95 $	Gré à gré
Technologia Formation	Formation "Exchange Server 2013"	1 125,00 $	Gré à gré
Telus communications [Québec] inc.	Acquisition de garanties prolongées pour un an couvrant les six systèmes de visioconférence Cisco C20	8 635,44 $	Appel d'offres sur invitation

Question générale no 7
CONTRATS DE 1 000 $ à 24 999,99 $ OCTROYÉS PAR LA COMMISSION DES TRANSPORTS DU QUÉBEC
ENTRE LE 1er AVRIL 2015 ET LE 31 MARS 2016

Fournisseur	Objet	Montant	Mode d'octroi
Vidéotron S.E.N.C.	Service Internet pour salles d'audience	1 028,16 $	Gré à gré

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 8

Titre

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2015-2016 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par la sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics en indiquant :

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication.

a) Le nombre d'autorisations;
b) Le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
c) Le nom de tous les sous-traitants associés au contrat faisant l'objet de cet octroi;
d) Le montant accordé;
e) Les motifs de la demande;
f) Tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Sans objet

SOURCE: CTQ - Direction des ressources humaines, financières et matérielles

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 9

Titre

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

a) la liste des soumissions et le montant de chacune des soumissions;
b) la grille d'évaluation des soumissions;
c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Aucun appel d'offres public

SOURCE: CTQ - Direction des ressources humaines, financières et matérielles

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 10

Titre

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2015-2016 en indiquant pour chaque contrat :

a) le nom du professionnel ou de la firme;
b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, le mandat et le résultat (rapport ou document final);
c) le coût;
d) L'échéancier;
e) dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Sans objet

SOURCE: CTQ - Direction des ressources humaines, financières et matérielles

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 11

Titre

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016 :

a) Liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale) ;
c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants ;
d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé ;
e) une description de son mandat ;
f) la date de début de son contrat ;
g) la date prévue de fin de son contrat ;
h) sa rémunération annuelle.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Aucun

SOURCE: CTQ - Direction des ressources humaines, financières et matérielles

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 12

Titre

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 $ initié depuis l'année financière 2004-2005, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

a) le nom du projet;
b) la nature du projet;
c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
g) l'estimation des coûts restant à débourser pour compléter la réalisation du projet;
h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet (incluant les sous-traitants), les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
k) le nombre de consultants externes intégrés ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère;
   la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;
l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la *Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.*

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Aucun projet en cours supérieur à 100 000 $

SOURCE: CTQ – Direction des technologies de l'information

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 13

Titre

Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, la direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2015-2016 (et ventilation pour chaque mois) de chacune des dépenses suivantes :

a) la photocopie;
b) le mobilier de bureau;
c) l'ameublement;
d) la décoration et l'embellissement;
e) les distributeurs d'eau de source;
f) le remboursement des frais de transport;
g) le remboursement des frais d'hébergement;
h) le remboursement des frais de repas;
i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
   - au Québec;
   - à l'extérieur du Québec.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Pour la Commission des transports du Québec (11 mois)

a) La photocopie;	22 926 $
b) c) Le mobilier de bureau et l'ameublement;	814 $
d) La décoration et l'embellissement;	0 $
e) Les distributeurs d'eau de source;	0 $
f) g) h) Le remboursement des frais de transports d'hébergement et de repas	60 940 $
i) Le remboursement des frais d'alcool et de fêtes	0 $
j) L'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement	
- au Québec;	16 699 $
- à l'extérieur du Québec;	0 $

SOURCE: CTQ – Direction des ressources humaines, financières et matérielles

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 14

Titre

Séparément, pour le cabinet ministériel, la direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2015-2016 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie :

a) le nombre de téléphones cellulaires, « Blackberry », IPhone ou autres types de téléphones intelligents utilisés;
b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);
c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;
d) les coûts d'acquisition des appareils;
e) le coût d'utilisation des appareils;
f) le coût des contrats téléphoniques;
g) le nom des fournisseurs;
h) le nombre de minutes utilisées;
i) les ordinateurs portables;
j) Le nombre d'ordinateurs portables utilisés;
k) Le coût des frais d'itinérance;
l) Les coûts de résiliation, s'il y a lieu.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Pour la Commission des transports du Québec (au 29 février 2016)

a) Le nombre de téléphones cellulaires et BlackBerry;	15
b) Le nombre de tablettes électroniques utilisées;	0
c) Le nombre de téléavertisseurs utilisés;	0
d) Les coûts d'acquisition des appareils;	0 $
e) Le coût d'utilisation des appareils;	125 $
f) Le coût des contrats téléphoniques (téléphonie mobile);	3 745 $
g) Le nom des fournisseurs	CSPQ Rogers
h) Le nombre de minutes utilisées;	13 284
i) Les ordinateurs portables;	6 576 $
j) Le nombre d'ordinateurs portables utilisés;	63
k) Le coût des frais d'itinérance;	0$
l) Les coûts de résiliation, s'il y a lieu.	500$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels **(art. 4 paragraphe 25).**

SOURCE: CTQ – Direction des ressources humaines, financières et matérielles

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 15

Titre

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des services sociaux et le réseau de l'éducation :

A) Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) 35 ans et plus;

B) Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) 35 ans et moins;

C) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;

D) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée par catégorie d'emploi;

E) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) De plus, le coût moyen par employé, selon la classe de travail;

F) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;

G) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée par catégorie d'emploi;

H) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;

I) le nombre de personnes et la répartition par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) du personnel qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation;

J) l'évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, etc. et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);

K) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;

L) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;

M) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);

N) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;

O) le nombre d'employés permanents et temporaires;

P) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- **A B) Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel pour chaque catégorie d'emploi.**
  Voir tableau 15.1 ci-joint.

- **C) Le nombre total de jours de maladie pris ;**
  E) Le nombre total d'heures de travail supplémentaires réalisées ;
  F) Le nombre total de jours de vacances pris.
  Voir tableau 15.2 ci-joint.

- **D) Les réserves de congés de maladie par tranche ;**
  G) Les réserves de jours de vacances par tranche.
  H) Nombre de plainte pour harcèlement psychologique.
  Non pertinent à l'étude des crédits.

- **I) Le nombre et la répartition par catégories d'emploi qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère et qui reçoit également une prestation de retraite d'un régime de retraite.**

  En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1 de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

- **J) Évolution de l'effectif régulier par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).**
  Voir tableau 15.3 ci-joint.

- **K) Évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir :**

  2015-2016 : 7

- **L) Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;**

  2015-2016 : 0

- **M) Nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).**
  Voir tableau 15.3 ci-joint.

- **N) Niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.**
  La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor et ce, pour tous les ministères et organismes.

  O) Nombre d'employés permanents et temporaires.

  La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

  P) Nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.

  La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

SOURCE : CTQ - Direction des ressources humaines, financières et matérielles

Tableau 15.1

Exercice 2015-2016

(Ces données concernent le personnel régulier assujetti à la LFP et excluent le personnel nommé par décret)

Répartition du personnel par catégorie d'emploi et tranche d'âge

Catégorie d'emploi	Personnel	- de 35 ans	35 ans et +
Cadres	7	0	7
Professionnels	28	6	22
Personnels de bureau, techniciens et assimilés	59	10	49
TOTAL	**94**	**16**	**78**

Répartition du personnel masculin par catégorie d'emploi et tranche d'âge

Catégorie d'emploi	Hommes	- de 35 ans	35 ans et +
Cadres	3	0	3
Professionnels	11	1	10
Personnels de bureau, techniciens et assimilés	16	2	14
TOTAL	**30**	**3**	**27**

Répartition du personnel féminin par catégorie d'emploi et tranche d'âge

Catégorie d'emploi	Femmes	- de 35 ans	35 ans et +
Cadres	4	0	4
Professionnels	17	5	12
Personnels de bureau, techniciens et assimilés	43	8	35
TOTAL	**64**	**13**	**51**

Répartition des personnes handicapées par catégorie d'emploi et tranche d'âge

Catégorie d'emploi	Personnes handicapées	- de 35 ans	35 ans et +
Cadres	0	0	0
Professionnels	0	0	0
Personnels de bureau, techniciens et assimilés	2	1	1
TOTAL	**2**	**1**	**1**

Répartition des personnes anglophones par catégorie d'emploi et tranche d'âge

Catégorie d'emploi	Personnes anglophones	- de 35 ans	35 ans et +
Cadres	0	0	0
Professionnels	1	1	0
Personnels de bureau, techniciens et assimilés	2	0	2
TOTAL	**3**	**1**	**2**

SOURCE : Direction des ressources humaines, financières et matérielles

Tableau 15.1 (suite)

Répartition des personnes autochtones par catégorie d'emploi et tranche d'âge

Catégorie d'emploi	Personnes autochtones	- de 35 ans	35 ans et +
Cadres	0	0	0
Professionnels	0	0	0
Personnels de bureau, techniciens et assimilés	1	0	1
TOTAL	**1**	**0**	**1**

Répartition des personnes de communautés culturelles par catégorie d'emploi et tranche d'âge

Catégorie d'emploi	Personnes comm. cul.	- de 35 ans	35 ans et +
Cadres	0	0	0
Professionnels	2	0	2
Personnels de bureau, techniciens et assimilés	19	3	16
TOTAL	**21**	**3**	**18**

SOURCE : Direction des ressources humaines, financières et matérielles

Tableau 15.2

Nombre de jours de maladies et de jours de vacances pris par le personnel

Répartition de la rémunération et du nombre total d'heures supplémentaires travaillées par le personnel

(Ces données concernent le personnel assujetti à la LFP et excluent le personnel nommé par décret)

15-C. Nombre de congés de maladies utilisés (sur une base annuelle) en 2015-2016

	Nombre de jours total
Congés maladies utilisés	**737,0**

15-E. Nombre et répartition des heures supplémentaires travaillées (sur une base annuelle) en 2015-2016

	Nombre d'heures total
Heures supplémentaires compensées	**244,07**
Heures supplémentaires payées	**280,75**
Total heures supplémentaires travaillées	**524,82**

15-F. Nombre de jours de vacances utilisés (sur une base mensuelle) en 2015-2016

Mois	Professionnels	PBTA	Cadres	Nombre de jours de vacances total
Avril	5,5	52,5	1,5	**59,5**
Mai	20	54,5	5	**79,5**
Juin	27,5	109	14	**150,5**
Juillet	157	362,5	52,5	**572**
Août	150	346,5	81,5	**578**
Septembre	36	135	12,5	**183,5**
Octobre	36,5	52,5	0,5	**89,5**
Novembre	8	40,5	5,5	**54**
Décembre	50	90	18,5	**158,5**
Janvier	12,5	46	3	**61,5**
Février	18,5	65,5	6,5	**90,5**
Mars	31	66	6	**103**
Total	552,5	1420,5	207	**2180**

Source : Direction des ressources humaines, financières et matérielles

Tableau 15.3

(Ces données concernent le personnel régulier assujetti à la LFP et excluent le personnel nommé par décret.)

Effectifs réguliers assujettis à la LFP par catégorie d'emploi et par territoire de travail

	2015-2016	
	Québec	Montréal
Cadres	5	2
Professionnels	14	14
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	24	35
Sous-total	43	51
Total	94	

Source : Direction des ressources humaines, financières et matérielles

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 16

Titre

Pour chaque ministère et organisme, et ce, par direction :

a) nombre de départs à la retraite en 2014-2015 et en 2015-2016 incluant le total et la ventilation des indemnités versées;
b) nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
c) nombre de départs à la retraite prévu pour 2016-2017 et 2017-2018 ainsi que les indemnités de retraite qui seront versées ;
d) nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats;

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

a) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour l'année 2015-2016 seulement.

b) 2

c) 2016-2017 : 5
Aucune indemnité de retraite prévue

d) Aucun

SOURCE: CTQ – Direction des ressources humaines, financières et matérielles

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 17

Titre

La liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2015-2016 en indiquant pour chacun d'eux :

a) l'emplacement de la location;
b) la superficie totale pour chaque local loué;
c) la superficie totale réellement occupée;
d) la superficie inoccupée;
e) le coût de location au mètre carré;
f) le coût total de ladite location;
g) les coûts d'aménagement ou de rénovation réalisés depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
h) la durée du bail;
i) Le propriétaire de l'espace loué;
j) Le nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

	Québec	Montréal
a)	200, chemin Sainte-Foy	545, boul. Crémazie Est
b)	1 969,92 m^2	1942,99 m^2
f)	375 094,32 $	699 305,76 $
g)	0 $	0 $
h)	30 avril 2030	30 avril 2023
i)	Édifice 200 Ste-Foy inc.	Le Fonds de solidarité des travailleurs du Qc

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 27).

SOURCE: CTQ – Direction des ressources humaines, financières et matérielles

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 18

Titre

Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts pour 2015-2016 du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :

a) La ou les dates des travaux ;
b) Les coûts ;
c) Le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Aucune dépense de ce type

SOURCE: CTQ - Direction des ressources humaines, financières et matérielles

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 19

Titre

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2015-2016 en indiquant pour chaque individu :

a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
b) le titre de la fonction;
c) l'adresse du port d'attache;
d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
e) la prime de départ versée, le cas échéant;
f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
h) la description de tâches;
i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2015-2016;
j) le nombre total d'employés au cabinet;
k) La masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2014-2015 et 2015-2016 ;
l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée;
m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.*

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Sans objet

SOURCE: CTQ - Direction des ressources humaines, financières et matérielles

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 20

Titre

Liste des sommes d'argent versées en 2015-2016 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme en indiquant :

a) le nom de l'organisme ou de la personne concernée;
b) la circonscription électorale;
c) le montant attribué;
d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Sans objet

SOURCE: CTQ - Direction des ressources humaines, financières et matérielles

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 21

Titre

Liste du personnel hors structure par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) rémunéré par le ministère mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

a) le nom de la personne;
b) le poste occupé;
c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
e) la date de l'assignation hors structure;
f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Aucun employé hors structure

SOURCE: CTQ – Direction des ressources humaines, financières et matérielles

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 22

Titre

Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

a) le poste initial;
b) le salaire;
c) le poste actuel, s'il y a lieu;
d) la date de la mise en disponibilité;
e) les prévisions pour 2016-2017.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

SOURCE: CTQ - Direction des ressources humaines, financières et matérielles

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 23

Titre

Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.) fournir pour 2015-2016 le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé en ventilant :

a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaire, etc.) ;
b) par catégorie d'âge ;
c) prévisions pour 2016-2017.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

SOURCE: CTQ – Direction des ressources humaines, financières et matérielles

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 24

Titre

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres en indiquant :

a) le nom de la personne;
b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
d) l'assignation initiale;
e) l'assignation actuelle;
f) la date de l'assignation hors structure;
g) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Aucun

SOURCE: CTQ - Direction des ressources humaines, financières et matérielles

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 25

Titre

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur internet (Euréka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2015-2016 en précisant pour chaque abonnement :

a) coût de chacun;
b) le fournisseur;
c) la nature du service;

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Au 30 mars 2016 :

Service internet d'information	2 418 $
Journaux ou magazines	80 $
Livres ou guides de référence liés aux activités de la Commission	1 237 $

SOURCE: CTQ - Direction des ressources humaines, financières et matérielles

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 26

Titre

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Aucune dépense de ce type

SOURCE: CTQ - Direction des ressources humaines, financières et matérielles

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 27

Titre

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir et ce, depuis l'existence du site :

a) le nom du site web;
b) le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site;
c) les coûts de construction du site;
d) les coûts d'hébergement, de l'entretien et de la mise à jour;
e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites;
g) la fréquence moyenne de mise à jour;
h) le responsable du contenu sur le site.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Aucun développement en 2015-2016

Le site Internet de la CTQ :

www.ctq.gouv.qc.ca

Le coût de l'entretien et de la mise à jour :

Pour 2015-2016, la CTQ a déboursé un montant de 7 875 $ au CSPQ pour l'hébergement (3 000$) et l'entretien (4 875$) de son site Web informationnel.

Le responsable du contenu sur le site :

La responsabilité du site Web informationnel est assumée par le responsable des communications à la CTQ. Il agit donc à titre de gestionnaire des contenus du site Web informationnel (Édimestre). Il est également responsable de son identité graphique (concept graphique), de l'application de la politique linguistique ainsi que de son accessibilité.

La fréquence moyenne de mise à jour :

La fréquence de mise à jour des sections à caractère informatif est très variable. Les mises à jour sont principalement dictées par les changements législatifs et réglementaires touchant la mission de la CTQ.

SOURCE: CTQ – Direction des technologies de l'information

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 28

Titre

Nominations, depuis le 1er avril 2015, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :

a) la liste;
b) le nom de la personne;
c) les mandats de chacune de ces personnes;
d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat;
e) le résultat du travail effectué;
f) les échéances prévues;
g) les sommes impliquées.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Sans objet

SOURCE: CTQ - Direction des ressources humaines, financières et matérielles

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 29

Titre

Pour 2015-2016, les dépenses effectuées par ministère pour les visites ou rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Sans objet

SOURCE: CTQ - Direction des ressources humaines, financières et matérielles

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 30

Titre

Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2014-2015 et 2015-2016 :

a) Les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
b) Le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
c) Le nombre total de demandes reçues;
d) Le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);
e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au rapport annuel 2015-2016.

SOURCE: CTQ - Direction des services juridiques et secrétariat

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 31

Titre

La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres en 2015-2016 :

a) le coût (déplacements, etc.);
b) le nombre de ressources affectées;
c) le nombre de rencontres;
d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
e) l'objet;
f) les dates.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Sans objet

SOURCE: CTQ - Direction des ressources humaines, financières et matérielles

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 32

Titre

Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

SOURCE: CTQ – Direction des ressources humaines, financières et matérielles

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 33

Titre

La liste des ententes et leur nature, signées en 2015-2016 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral et/ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Sans objet

SOURCE: CTQ - Direction des ressources humaines, financières et matérielles

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 34

Titre

Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

SOURCE: CTQ - Direction des ressources humaines, financières et matérielles

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 35

Titre

Tel que prévu dans la *Politique de financement des services publics* :

- l'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens;
- les tarifs qu'ils exigent;
- le coût unitaire de chacun de ceux-ci;
- la liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2016-2017.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au rapport annuel 2015-2016.

SOURCE: CTQ – Direction du développement stratégique et des communications

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 36

Titre

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

SOURCE: CTQ – Direction des ressources humaines, financières et matérielles

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 37

Titre

Pour chaque ministère et organisme, les sommes reçues en 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 et 2017-2018 en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chacun des programmes, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Contributions financières du gouvernement fédéral reçues en 2015-2016 pour l'administration, l'application uniforme et le respect des normes de sécurité du Code canadien de sécurité pour les transporteurs routiers : 596 909 $

SOURCE: CTQ – Direction des ressources humaines, financières et matérielles

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 38

Titre

Pour chaque ministère et organisme, (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour 2015-2016 en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) le montant total des primes au rendement et des bonis.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Le montant total des primes au rendement et des bonis attribués a été de 15 608,06$.

SOURCE: CTQ – Direction des ressources humaines, financières et matérielles

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 39

Titre

Pour chaque ministère et organisme, (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour 2015-2016 en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Allocation de transition pour titulaire d'emploi supérieur : 138 246 $

SOURCE: CTQ – Direction des ressources humaines, financières et matérielles

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 40

Titre

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2015-2016 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

SOURCE: CTQ - Direction des ressources humaines, financières et matérielles

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 41

Titre

En 2015-2016, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, dont les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée ? Pour chaque personne :

a) Fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions pour chaque personne;
b) Fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Aucun

SOURCE: CTQ – Direction des ressources humaines, financières et matérielles

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 42

Titre

En 2015-2016, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leur fonction à la suite du changement de gouvernement ?

a) Fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions pour chaque personne;
b) Fournir la liste des salaires versés.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif.

SOURCE: CTQ – Direction des ressources humaines, financières et matérielles

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 43

Titre

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Aucun comité formé

SOURCE: CTQ – Direction des ressources humaines, financières et matérielles

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 44

Titre

Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Sans objet

SOURCE: CTQ – Direction des ressources humaines, financières et matérielles

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 45

Titre

Coûts de reconduction des programmes existants :

- liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2015-2016 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2016-2017;
- Pour chacun de ces programmes existants en 2015-2016, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2016-2017, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Sans objet

SOURCE: CTQ – Direction des ressources humaines, financières et matérielles

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 46

Titre

Liste des situations en 2015-2016 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2014-2015.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

SOURCE: CTQ – Direction des ressources humaines, financières et matérielles

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 47

Titre

Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question se retrouve à la question générale 46.

SOURCE: CTQ – Direction des ressources humaines, financières et matérielles

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 48

Titre

Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés au Plan Nord en 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord.

SOURCE: CTQ – Direction des ressources humaines, financières et matérielles

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 49

Titre

Ventilation du budget du ministère consacré à l'élaboration et à la mise en œuvre du Plan Nord pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord.

SOURCE: CTQ – Direction des ressources humaines, financières et matérielles

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 50

Titre

Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI) qui est maintenant chargé de la Stratégie maritime du gouvernement.

SOURCE: CTQ – Direction des ressources humaines, financières et matérielles

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 51

Titre

Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI) qui est maintenant chargé de la Stratégie maritime du gouvernement.

SOURCE: CTQ – Direction des ressources humaines, financières et matérielles

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 52

Titre

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et à la Lutte contre les changements climatiques (Fonds vert).

SOURCE: CTQ – Direction des ressources humaines, financières et matérielles

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 53

Titre

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (Fonds des ressources naturelles).

SOURCE: CTQ – Direction des ressources humaines, financières et matérielles

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 54

Titre

Liste des aides financières accordés en vertu de programme financés par le Fonds du Plan Nord.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord.

SOURCE: CTQ – Direction des ressources humaines, financières et matérielles

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 55

Titre

Portrait global et montant global de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2015-2016 qui ont fait l'objet de coûts additionnels sans être autorisés directement par les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes publics, mais plutôt à la suite d'une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information en faisant la distinction entre les coûts additionnels autorisés par le dirigeant de l'organisme et les coûts additionnels autorisés à la suite d'une délégation de pouvoir.

Fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié en indiquant :

a) Le nombre d'autorisations;
b) Le nom du professionnel ou de la firme touchée;
c) Le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;
d) Le montant accordé;
e) Le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;
f) Les motifs de la demande;
g) Tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Indiquer si oui ou non les ministères ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par les biais de son site internet ou autre moyen de communication.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Sans objet

SOURCE: CTQ – Direction des ressources humaines, financières et matérielles

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 56

Titre

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 :

a) La dépense totale (opération et capital);
b) Les grands dossiers en cours;
c) Le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
d) Le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

a) Les dépenses en informatique (opération et capital) :

Pour 2015-2016, la dépense totale prévue est de 1 779,8 k$.

b) Les grands dossiers en cours :

Aucun projet informatique en cours

c) Le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques :

Sans objet

d) Le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques :

Sans objet

SOURCE: CTQ – Direction des technologies de l'information

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 57

Titre

57 a) :

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016 le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale;

57 b) :

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016 le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : les indemnités de retraite s'il y a lieu.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

a) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

b) Aucune indemnité de retraite versée en 2015-2016

SOURCE: CTQ - Direction des ressources humaines, financières et matérielles

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 58

Titre

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Voir les réponses aux questions générales 15 c) et 15 f)

SOURCE: CTQ – Direction des ressources humaines, financières et matérielles

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 59

Titre

Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du Conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre :

a) du Plan de réduction des effectifs pour les ministères et les organismes visant une réduction d'au minimum 2% de leur niveau d'effectifs;
b) du chantier sur la révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État;
c) d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération;
d) de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels.

Fournir les prévisions pour 2016-2017.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

SOURCE: CTQ – Direction des ressources humaines, financières et matérielles

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 60

Titre

Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées ou amorcées en 2015-2016 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

L'information sera présentée au rapport annuel 2015-2016.

SOURCE: CTQ – Direction du développement stratégique et des communications

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 61

Titre

Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc. produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2014-2015 et 2015-2016 en indiquant pour chacun :

a) le sujet;
b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé;
c) les coûts reliés à sa réalisation;
d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu;
e) préciser pour chacun s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

SOURCE: CTQ – Direction des ressources humaines, financières et matérielles

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DES DEUX PARTIS DE L'OPPOSITION

FICHE EXPLICATIVE

Question 62

Titre

Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, pour les années 2014-2015 et 2015-2016, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant:

a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

a) 23 829,18 $
b) Barreau du Québec

SOURCE: CTQ – Direction des ressources humaines, financières et matérielles

ÉTUDE DES CRÉDITS
2016-2017

Questions particulières de l'opposition officielle

Avril 2016

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 6

Titre

Sommes dépensées en 2015-2016 (et les prévisions pour 2016-2017) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses (achat de logiciels ou de licences, de matériel ou de services professionnels provenant de l'interne, de l'externe ou du CSPQ).

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Sommes dépensées en 2015-2016 :

Rémunération à l'interne (personnel régulier et occasionnel) :	1 193 763 $
Télécommunication et téléphonie :	153 536 $ (CSPQ : 144 046 $)
Traitement informatique :	270 259 $ (CSPQ : 263 131 $)
Honoraires professionnels (services externes) :	19 744 $ (CSPQ : 15 019 $)
Entretien (logiciel et matériel) :	55 255 $ (CSPQ : 3 610 $)
Fourniture et matériel informatique :	26 878 $

Investissement en 2015-2016 :

Rémunération à l'interne (personnel régulier et occasionnel) :	0$
Matériel informatique :	60 359 $
Honoraires professionnels (services externes) :	0 $

Note : Information en date du 2016-03-31.

SOURCE: CTQ – Direction des technologies de l'information

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 11

Titre

Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2015-2016. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Mandat : Traduction du français vers l'anglais de divers documents, tels que les avis, décisions, avis d'intention et de convocation, rapports d'inspection, etc.

Fournisseur	Coût au 31 mars 2016
Cogitexte inc.	5 900 $
Edgard inc.	265 $

SOURCE: CTQ - Direction des ressources humaines, financières et matérielles

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

FICHE EXPLICATIVE

Question 12

Titre

Pour le ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres qui en relèvent, indiquer, pour l'année 2015-2016 :

- la liste de tous les concours et tirages effectués;
- les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;
- l'objectif visé par la tenue de chacun des concours.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

Aucun concours ni tirage

SOURCE: CTQ – Direction des ressources humaines, financières et matérielles